

L'ANNÉE 2016 A ENREGISTRÉ 6 000 CAS DONT 6 DÉCÈS

Les chiffres effarants des intoxications alimentaires

*Le président de l'Apoce, M. Mustapha Zebdi, a choisi le forum du Moudjahid, pour annoncer le lancement de sa nouvelle campagne nationale pour la prévention de la toxi-infection alimentaire qui a lieu, la plupart du temps, lors de repas collectifs (fêtes de mariages ou restaurants), mais spécialement lors du mois sacré. La conférence de presse, qui s'est tenue hier matin, a énuméré bien des situations auxquelles le consommateur est assujéti quasi quotidiennement.*

**Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir)** - Cette campagne qui a commencé il y a trois jours alerte le consommateur non seulement quant à la prévention contre l'intoxication, mais appelle tous les consommateurs à éviter le gaspillage qui devient critère spécifique au mois sacré. Le D' Naziha Djedaini a déclaré que «malheureusement, le taux d'intoxications, selon les médecins, passe du simple au double, quelquefois au triple, durant le mois de Ramadhan. Pour éviter cela, il est recommandé aux consommateurs de ne pas changer de magasins durant ce mois sacré. Il faut rester fidèle à son boucher, son boulanger pâtissier, son marchand de légumes etc. Aussi, nous appelons les consommateurs à éviter d'acheter les plats précuits, comme les boureks préparés, le h'mis etc, surtout que le Ramadhan coïncide, depuis quelques années déjà, avec la saison chaude ; ce qui pousse les consommateurs à acheter les fameuses boissons au citron, appelées charbet, faites à base d'acide citrique et non de citron frais».

Concernant les familles qui préparent des boureks ou du pain maison lors du Ramadhan, «je ne le leur interdis pas, surtout si c'est pour

arrondir les fins de mois, seulement, si elles étaient soumises à des contrôles d'hygiène et de traçabilité, ce serait plus rassurant pour le consommateur».

Le docteur a également pointé du doigt ces commerces qui se travestissent en magasins de pâtisseries le temps du mois sacré, alors qu'ils activaient, quelques jours avant, dans tout autre chose.

Le phénomène le plus répandu depuis quelques Ramadhans déjà, c'est la vente sauvage des grillades, «que ce soit des brochettes de viande, de poulet que nous voyons au bord des routes. Il faudrait savoir que durant le mois sacré les abattoirs non officiels pullulent et aucune traçabilité n'est garantie. En deçà du problème de la traçabilité, le feu de ce barbecue de fortune est fait de bois de palettes lesquelles sont généralement pleines d'acariens et vernies, ce qui représente un énorme danger pour la santé du consommateur».

M. Mustapha Zebdi, après que des flyers et affiches furent distribués à l'assistance, a déclaré que «l'Apoce veillera à ce que ces affiches soient distribuées au niveau de toutes les communes du pays, a-t-il insisté, dans l'espoir de voir le



Le taux d'intoxication triple durant le mois de Ramadhan.

nombre de consommateurs subissant les catastrophes sanitaires, dans lesquelles ils se retrouvent souvent, à la baisse».

Toujours dans le cadre du mois sacré, le président de l'Apoce appelle les citoyens à éviter le gaspillage «pourquoi est-ce que le seul repas journalier, lors du Ramadhan, dépasse la dépense journalière des autres mois de 50% ? Je comprends qu'on mette de la viande dans tous les plats, mais cela est énorme que ce soit du point de vue économique ou d'éthique. Nos plats traditionnels sont faits sur la base de la récupération. Il faut savoir que notre association a discuté avec bien des départements universitaires pour inculquer le sens de l'économie à nos étudiants. Il est temps de revenir à nos sources et d'abandonner ces achats du m'as-tu vu !».

«En tant qu'association au service du consommateur, nous avons pour ambition d'élaborer un label de recommandation qui sera mis sur certains produits et j'en appelle à

tous les spécialistes, organismes et ministères concernés pour établir un cahier des charges, afin de travailler dessus», déclare-t-il, appelant M. Halès, le directeur général de l'Anor de bien vouloir transmettre les listes des produits labellisés et souhaite la voir médiatisée, dans le cadre de la prévention, mais également pour éviter au consommateur de se rabattre sur les produits de moindre qualité.

Le président de l'association a également déclaré que dans les quelques semaines à venir, la campagne pour lutter contre la spéculation reprendra, «il est inconcevable qu'il y ait encore des personnes qui tiennent des aires de stockage et des chambres froides, dans le but de maintenir les prix forts. Nous dénoncerons toutes ces malfaçons et ces violations de la loi à travers nos réseaux de communication», s'indigne-t-il, ajoutant que «la campagne après le mois sacré sera celle du ciment dont le prix légal est de 400 DA le sac, alors qu'il frôle les

900 DA. Nous lancerons, s'il le faut, une campagne de boycott, comme celle faite pour la semoule, il y a quelques semaines, ce qui a ramené les prix à la juste valeur».

Quant à la crise de lait, avec le document à la main, M. Zebdi déclare que «nous avons reçu un courrier de l'Office national du lait attestant qu'il n'y a aucun manque dans la quantité de poudre de lait qui couvre le besoin national en la matière. Seulement, le manque cruel de ce produit se fait sentir un peu partout à travers les 48 wilayas. Le problème est à clarifier», ajoutant que «le lait qui se vend à 25 DA le sachet n'est pas aussi bon que le lait cru qui se vend entre 45 et 50 DA le litre, seulement, même les gens qui peuvent se permettre le lait cru, préfèrent celui de 25 DA, question de goût ou de sous, le consommateur a droit à porter son choix».

Concernant les viandes, le président de l'Apoce a salué le ministre du Commerce qui a interdit l'importation de la viande congelée laquelle demande un sérieux suivi dans la chaîne de froid qui n'est pas toujours respectée, «surtout que certains commerçants malveillants, comme les restaurateurs et fast-foods, la présentent souvent comme viande fraîche». Le président de l'association a également salué cette décision quant à l'affichage de la traçabilité de la viande rouge.

«Avec toutes ces démarches, l'Apoce souhaiterait voir la courbe des chiffres des intoxications et des prix à la baisse, lors du mois sacré, mais également toute l'année», conclut-il.

M. A.-S.

ACCUEIL DE L'AGENCE AFRICAINE DE MÉDICAMENTS

L'Algérie en concurrence avec la Tunisie

*L'Algérie a saisi la tenue de la 18<sup>e</sup> édition du Forum international pharmaceutique pour afficher officiellement son ambition d'accueillir l'Agence africaine de médicaments qui devra être mise en place en 2018. L'Union africaine, qui doit décider du lieu d'accueil, a également reçu la candidature de la Tunisie. Notre pays a, cependant, un grand avantage en mettant déjà en place son agence de médicaments, estiment les professionnels.*

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - C'est, d'ailleurs, le seul pays dans la région Afrique du Nord qui a mis en place une agence nationale de médicaments, a affirmé Lotfi Benbahmed, président du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens.

Le représentant de l'Autorité de régulation du Nepad, qui porte le projet de création de l'Agence africaine de médicaments, présent au Forum d'Alger, a indiqué que les deux facteurs les plus importants pour le développement du secteur du médica-

ment en Afrique c'est le développement d'une production locale dans la région et la mise en place des outils de régulation de haut niveau. C'est pourquoi il est essentiel, estime-t-il, pour l'Afrique de créer une agence africaine de médicaments.

L'appel de la candidature de l'Algérie a été entendu, selon cet expert qui a annoncé également la candidature de la Tunisie pour abriter ce projet.

Selon Lotfi Benbahmed, le représentant du Nepad a souligné que les efforts fournis par l'Algérie aussi bien en matière

de développement industriel que ceux fournis au cours du Forum international de pharmacie plaident pour la candidature de l'Algérie. Notre pays, estime le président de l'Ordre des pharmaciens, a de nombreux atouts pour convaincre.

En plus d'être le seul pays dans la région à avoir mis en place une agence de médicaments, car tous les pays du monde fonctionnent avec les agences, un organe régulateur, et non avec les directions de pharmacie, l'Algérie abrite en outre un laboratoire national de contrôle «de très haute qualité», un Centre national de pharmacovigilance, un Centre national de toxicologie, une Agence de sang, onze Facultés de pharmacies, une Sécurité sociale généralisée (la plus en pointe en Afrique), et l'Institut Pasteur. «Tout cet environnement permettra de former des équipes à même de créer par la suite une agence», a indiqué l'intervenant.

L'Algérie peut aussi prétendre mettre en place cette agence, poursuit-il, car elle a aussi un tissu industriel important, le plus important de l'Afrique du Nord et de toute l'Afrique après l'Afrique du Sud. Le marché du médicament en Algérie est également le plus important dans la région. «Son positionnement géographique, ses organes régulateurs, la volonté politique» sont autant de facteurs qui plaident pour l'avantage de l'Algérie qui peut

prétendre d'être un exemple pour l'Afrique, a indiqué Benbahmed. Ce que pourrait apporter l'hébergement de l'agence de positif pour l'Algérie ? Abriter l'Agence africaine de médicaments, explique-t-il, permettra de tirer notre industrie et notre système de santé vers le haut. «Les lois internationales priment sur les lois nationales et si nous abritons l'agence, nous serons confrontés à un défi majeur, ce qui nous permettra forcément de tirer notre industrie vers le mieux, c'est à l'exemple des pays qui abritent les Coupes du monde de football, ils forment de bonnes équipes», dit-il.

Selon cet intervenant, l'Algérie a les arguments nécessaires pour pouvoir convaincre ses partenaires. Le Nepad a fixé un échéancier jusqu'à l'année prochaine pour la mise en place de l'Agence africaine de médicaments. «Cela laisse le temps à notre agence de se structurer correctement, à notre diplomatie, nos techniciens et le ministère de la Santé d'être au rendez-vous de toutes les rencontres internationales et africaines afin de pouvoir plaider pour l'accueil de l'agence par l'Algérie», a souligné Lotfi Benbahmed.

L'Algérie affrontera jusqu'à présent un seul concurrent qui est la Tunisie. Il n'est pas exclu, cependant, que d'autres candidatures viennent allonger la liste des candidatures.

S. A.

RECHERCHE

SCIENTIFIQUE

L'Université de Bab Ezzouar en quête de sujets de recherche pour ses étudiants

Le Club des amis de l'Université des sciences et de la technologie de Bab Ezzouar qui regroupe, outre le staff de l'université, des chefs d'entreprises publiques et privées ainsi que des responsables d'institutions et autres organismes publics, a tenu sa rencontre annuelle hier. Y ont été présents des P-dg et des représentants de plusieurs entreprises et institutions (Sonelgaz, Seaal, SNTF, Institut de criminologie et de criminalistique de la gendarmerie, la police scientifique etc.)

Au cœur des discussions, selon la vice-rectrice chargée des relations extérieures à l'USTHB, Chafia Fawzia Mekidèche, deux soucis majeurs, à savoir «la recherche par l'université de sujets de recherche pour les étudiants en fin de cycle et les possibilités de mise des compétences dont elle regorge à disposition des entreprises». «Nous avons 42 000 étudiants dont 10 000 en master et notre souhait est de dérouler une feuille qui nous permet de leur assurer des sujets de recherche dans le cadre de stages dans les entreprises. Nous avons aussi 68 laboratoires de recherches qui peuvent trouver des solutions aux problématiques que se posent les entreprises», a-t-elle noté.

L'université a ainsi fait coïncider cette rencontre traditionnelle entre staff de l'université et les chefs d'entreprises avec l'annonce des résultats de la 2<sup>e</sup> édition, son concours du meilleur projet de recherche.

Ont été primés entre autres les projets d'une ferme intelligente conçue par l'étudiant de deuxième année (licence) Mohamed Nadjib Bakhtaoui et un projet d'une application Voip (master) conçu par les étudiantes Hind Berrama et Radhia Zidane.

L.H.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
DE LA SAONORL ET CCF

En conformité avec les statuts de la Société algérienne d'oto-neurologie d'ORL et de chirurgie cervico-faciale (SAONORL et CCF), nous avons le plaisir d'inviter tous les adhérents à jour de leurs cotisations à participer à l'assemblée générale élective de notre société SAONORL et CCF qui aura lieu le jeudi 15 juin 2017, à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (ESHRA) à Ain Benian, à 14h.

Le président de la SAONORL et CCF